

NOTE POLITIQUE SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

(Version en examen le 10 juillet 2025)

1. Introduction

La transition énergétique est devenue un impératif mondial pour limiter les effets des changements climatiques et répondre à la demande croissante d'énergies plus propres et durables. Elle représente un défi de taille pour les pays producteurs de ressources extractives, notamment ceux producteurs ou détenant des réserves de pétrole, au gaz et aux minerais, qui doivent désormais concilier leurs impératifs économiques avec les engagements mondiaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Dans ce contexte, l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) joue un rôle primordial. En garantissant la transparence et l'obligation de rendre compte de la gestion des ressources extractives, l'ITIE permet une meilleure gouvernance des secteurs extractifs, tout en favorisant un environnement propice aux réformes nécessaires pour une transition énergétique réussie. En outre, la transition énergétique ne concerne pas uniquement le remplacement des énergies fossiles, mais inclut également une gestion responsable des minerais stratégiques nécessaires à la production d'énergies renouvelables et aux technologies de stockage d'énergie, telles que le cobalt, le lithium, et le nickel.

Le Comité ITIE a un rôle stratégique dans ce processus, en encourageant la transparence des politiques publiques relatives à la transition énergétique tout en veillant à la gestion durable et responsable des ressources extractives, en particulier les ressources stratégiques telles que le gaz et les minerais de transition énergétique.

2. Contexte

La transition énergétique implique un changement radical dans la production et la consommation d'énergie. Ce processus implique un passage des énergies fossiles vers des sources d'énergie renouvelables (solaire, éolien, hydroélectricité, etc.) et la mise en place de technologies visant à améliorer l'efficacité énergétique. L'essor des véhicules électriques, des infrastructures intelligentes et des réseaux énergétiques décentralisés exigera une gestion rigoureuse et transparente des nouvelles ressources nécessaires, en particulier des minerais stratégiques comme le cobalt, le lithium, le nickel, le cuivre et autres matériaux rares.

Les pays comme le Cameroun producteurs de pétrole, de gaz, et détenteurs de minerais stratégiques devront repenser leur économie en diversifiant leurs sources de revenus. Ce défi implique également de repenser les politiques fiscales et industrielles (voir Plan directeur d'industrialisation) pour s'adapter aux nouvelles réalités mondiales, en tenant compte des dynamiques économiques globales, des objectifs climatiques internationaux, et de la nécessaire transition vers des énergies renouvelables. Le rapport ITIE 2022 présente des données clés relatives au gaz et aux minerais de transition énergétique, qui sont des éléments clés lorsqu'il s'agit d'adopter des stratégies énergétiques responsables.

3. Exigences de la Norme ITIE sur la transition énergétique

La Norme ITIE 2023 introduit plusieurs exigences pour renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion des ressources extractives, en particulier face aux défis de la transition énergétique. Ces exigences visent à garantir une gestion durable des ressources extractives tout en répondant aux besoins de la transition énergétique.

3.1 Engagements, politiques et plans relatifs à la transition énergétique (Exigence 2.1)

Les gouvernements doivent publier des documents clairs et détaillés sur leurs engagements et stratégies de transition énergétique. Ces documents devraient inclure des informations sur les réformes en cours, les politiques de réduction des émissions de carbone, les investissements dans les énergies renouvelables, et les mécanismes de tarification du carbone.

Le Comité ITIE pourrait encourager les parties prenantes à publier ces informations sur des plateformes accessibles à la société civile, aux entreprises et aux médias, afin de garantir une meilleure visibilité et une discussion publique sur les stratégies nationales. La transparence des engagements gouvernementaux est essentielle pour renforcer la confiance et favoriser une meilleure gouvernance des ressources énergétiques.

3.2 Licences minières et extractives (Exigence 2.2)

La gestion des licences d'exploitation est un domaine crucial dans la transition énergétique, en particulier pour les minerais stratégiques nécessaires à la production d'énergies renouvelables. Les gouvernements, par l'intermédiaire des ministères compétents (Mines, Environnement, etc.), doivent veiller à ce que les décisions d'attribution de licences prennent en compte les enjeux environnementaux et climatiques ainsi que les objectifs de transition énergétique.

Le Comité ITIE pourrait encourager la mise en place de critères clairs et transparents pour l'attribution des licences, en lien avec les objectifs de durabilité et les politiques de réduction des impacts climatiques. Cela permettrait de garantir une gestion responsable des ressources extractives, en particulier pour les minerais nécessaires à la transition énergétique.

3.3 Prévisions de recettes publiques (Exigence 3.1)

Il est crucial que les prévisions de recettes publiques issues des secteurs extractifs prennent en compte les impacts de la transition énergétique. Cela inclut des projections des recettes liées aux hydrocarbures, aux minerais de transition énergétique (cobalt, lithium, nickel) et aux énergies renouvelables. Ces projections doivent être basées sur des hypothèses transparentes et rendues publiques pour permettre un débat ouvert sur la diversification des recettes fiscales et la gestion durable des ressources extractives.

Les prévisions doivent inclure des scénarios réalistes tenant compte des impacts à long terme de la baisse de la demande de pétrole et de gaz, et des opportunités économiques offertes par les énergies renouvelables et les minerais stratégiques.

3.4 Planification de la production future (Exigence 3.4)

Le Comité ITIE pourrait inviter les entreprises extractives, telles que la SNH (Société Nationale des Hydrocarbures) et SONAMINES (Société Nationale des Mines), à publier leurs plans de production futurs. Ces plans devraient inclure des stratégies d'adaptation à la transition énergétique, notamment des projections de réduction des activités extractives liées aux énergies fossiles, et des investissements dans des projets d'énergies renouvelables et de minerais de transition énergétique.

Cela permettrait de mieux anticiper l'impact économique de la transition énergétique sur les communautés locales et sur les finances publiques, tout en soutenant la diversification des sources de revenus.

3.5 Émissions de gaz à effet de serre (Exigence 5.3)

Les entreprises extractives, notamment celles opérant dans les secteurs du gaz, du pétrole et des minerais stratégiques pour la transition énergétique, doivent rendre publiques leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). Le Ministère de l'Environnement, en collaboration avec les entreprises et autres parties prenantes, devrait promouvoir des stratégies ambitieuses de réduction des émissions, telles que l'adoption de technologies moins polluantes et le soutien à des initiatives d'efficacité énergétique.

La publication régulière des émissions et des stratégies de réduction est essentielle pour évaluer les progrès réalisés et garantir une gestion responsable des ressources extractives dans le cadre de la transition énergétique.

3.6 Débat public et engagement des parties prenantes (Exigence 7.1)

Le Comité ITIE pourrait encourager l'organisation de débats publics réguliers sur les politiques de transition énergétique, permettant ainsi une participation active des parties prenantes à la définition des stratégies de développement durable. Ces débats devraient inclure des représentants de la société civile, des parlementaires, des entreprises, des chercheurs et des médias, afin de garantir une prise de décision inclusive et éclairée.

4. Impact de la transition énergétique sur le secteur gazier au Cameroun

La transition énergétique mondiale a des répercussions directes sur le secteur gazier au Cameroun. Selon le Document de Programmation Économique et Budgétaire à Moyen Terme (DPEB) 2025-2027, (page 199 du rapport ITIE 2022) la production de gaz devrait atteindre un pic en 2025 à 92 milliards de SCF (Standard Cubic Feet), avant de chuter drastiquement à 32 milliards de SCF d'ici 2027. Cette baisse prévue de la production gazière, ainsi que la diminution attendue des prix du gaz, reflètent les effets de la transition énergétique, qui pourra alors réduire la rentabilité de l'extraction gazière et affecter les revenus de l'État camerounais.

Cela met en lumière la nécessité pour le Cameroun de diversifier ses sources d'énergie et d'accélérer l'intégration des énergies renouvelables dans son mix énergétique. Le pays prévoit plusieurs initiatives, notamment des projets hydroélectriques et solaires, pour compenser la baisse des revenus du secteur gazier. Ces efforts sont en ligne avec les engagements climatiques du pays, tels que la réduction des émissions de GES de 35 % d'ici 2035, conformément à sa contribution déterminée au niveau national (CDN).

5. Recommandations à l'endroit du Comité ITIE et son Secrétariat Permanent

5.1 Recommandations à l'endroit du Comité ITIE

- **Publier la présente note politique** sur le site web du Comité ITIE et sur d'autres plateformes pertinentes pour favoriser un débat large sur les enjeux de la transition énergétique.
- **Élaborer un plan d'action détaillé** pour la mise en œuvre des exigences de la norme ITIE relative à la transition énergétique, incluant des indicateurs clairs et des délais de mise en œuvre.
- **Organiser des sessions de formation** pour sensibiliser les agents publics, les entreprises extractives, les parlementaires et la société civile aux enjeux de la transition énergétique et aux exigences de transparence de l'ITIE.
- **Renforcer la surveillance** des informations publiées par les parties prenantes, en veillant à ce que les rapports sur les engagements gouvernementaux, les licences minières et les émissions des entreprises soient détaillés, accessibles et régulièrement mis à jour.

5.2 Recommandations à l'endroit des autres parties prenantes

- **Gouvernement et entités publiques** : Assurer une meilleure coordination entre les ministères pour intégrer la transition énergétique dans les politiques publiques et garantir la mise en œuvre efficace des stratégies de réduction des émissions.
- **Entreprises Extractives** : Mettre en place des pratiques transparentes en matière de divulgation des émissions de gaz à effet de serre et investir activement dans des projets d'énergies renouvelables et de minerais stratégiques.
- **Parlementaires** : Soutenir les initiatives législatives visant à renforcer la durabilité dans le secteur extractif et plaider pour la diversification économique, en intégrant l'énergies renouvelables et les minerais de transition énergétique.
- **Société Civile et Médias** : Participer activement aux débats publics et contribuer à la diffusion de données fiables et accessibles sur la transition énergétique. Les médias doivent jouer un rôle de relais dans la diffusion des informations, et la société civile doit s'assurer que les politiques adoptées sont inclusives et bénéficient aux communautés locales.

6. Conclusion

La transition énergétique représente un véritable tournant pour les pays producteurs de ressources extractives. Pour réussir cette transition, il est essentiel d'adopter une gouvernance responsable et transparente. Le Comité ITIE, en tant qu'organe de transparence, joue un rôle crucial en garantissant la publication des informations nécessaires et en encourageant l'implication de toutes les parties prenantes dans le processus. Grâce à des politiques inclusives et des stratégies bien définies, la transition énergétique peut être un moteur de développement durable pour les pays producteurs de ressources extractives.